
Groupe majeur des « Autorités locales »

Prise de position sectorielle complète

Forum politique de haut niveau 2021

#HLPF2021

#Listen2Cities





Introduction

Alors que le monde traverse une crise sans précédent, les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations faïtières ont joué et jouent encore un rôle de premier plan dans les efforts déployés pour surmonter cette période difficile et garantir une protection adéquate des personnes et de la planète. Les crises engendrées par la pandémie de COVID-19 ont montré le lien intrinsèque entre la prestation de services publics locaux et les systèmes de santé, ainsi que l'importance de la prestation de services pour protéger les personnes, la planète et favoriser la prospérité et les soins pour toutes et tous. **L'élaboration de politiques durables et la fourniture de services publics au niveau local et régional ont été déterminantes pour relier nos systèmes de santé avec les agendas de développement universels.**

La crise de la COVID-19 a révélé combien notre force repose sur celle des plus vulnérables d'entre nous ; la seule façon de parvenir à une reprise durable qui ne laisse personne pour compte est d'intégrer les principes d'équité et de solidarité. Il est donc nécessaire de mettre en place un système multiniveaux renforcé, capable de susciter les transformations nécessaires à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau local, en privilégiant une approche qui implique l'ensemble du gouvernement et de la société.

La localisation nécessite une gouvernance multiniveaux, un esprit d'initiative partagé et une coordination multipartite dans le monde entier, afin d'intégrer l'Agenda 2030 dans les plans, les stratégies et les actions locales et régionales. Au moment où nous nous apprêtons à entrer, de manière inégale, dans la phase de relance, il est indispensable de reconnaître le rôle essentiel de la fourniture de services locaux dans l'atteinte des objectifs mondiaux que nous nous sommes fixés.

Le système multilatéral doit prendre en compte les nombreuses dimensions du monde urbain : un système constitué de territoires ruraux et urbains, de petites villes et de villes intermédiaires, ainsi que de zones métropolitaines et de régions. Il doit également veiller à apporter un appui financier et à renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux afin qu'ils participent aux transformations. Nous devons veiller à ce que le monde rural soit plus présent dans les débats mondiaux, en particulier lors de la définition de stratégies à long terme, et ce afin de ne laisser aucun territoire pour compte. Inscire la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans les priorités territoriales permet de créer un nouveau cadre de gouvernance, qui améliore la vie quotidienne.

Le Nouvel Agenda urbain est un élément essentiel pour promouvoir des systèmes territoriaux en mesure de mener à bien la relance. Pour la plupart des pays du monde, la priorité est désormais d'étendre les systèmes de santé, d'alimentation et de services au-delà des zones métropolitaines. La symbiose entre le monde urbain et le monde rural permettra d'orienter les investissements dans le monde entier. Elle figure également à l'ordre du jour des économies les plus puissantes de la planète, réunies au sein du G20, qui mettent l'accent sur les villes intermédiaires.



La fourniture de services publics locaux pour une reprise équitable

Au plus fort de la pandémie, ce sont souvent les gouvernements locaux et régionaux, épaulés par leurs associations et leurs pairs à travers le monde, qui ont travaillé sans relâche en première ligne pour garantir les droits et la santé des populations par le biais de la prestation de services publics locaux, en appui aux mesures sanitaires.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les multiples inégalités et lacunes dont nous avons déjà conscience. La nécessité de réduire la fracture numérique est plus cruciale que jamais, alors que le recours au télétravail et l'accès à l'éducation à distance deviennent monnaie courante. Pour garantir la pleine inclusion et la participation de toutes et tous, il sera nécessaire de mettre en place un référentiel d'égalité en matière de planification, de législation et de développement urbains.

L'impact de la pandémie sur celles et ceux qui bénéficiaient déjà de moins d'opportunités est manifeste. Les travailleur·euse·s et les personnes vivant dans le milieu informel, les femmes, les enfants, les personnes n'ayant pas un accès suffisant aux outils numériques, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont été parmi les plus durement touchés. Les gouvernements locaux et régionaux se sont attachés à protéger les personnes vivant de l'économie informelle et à leur garantir la sécurité, et ce, en mettant en place des mesures de désinfection des transports, en s'engageant auprès des communautés informelles, en assurant la distribution de nourriture et en œuvrant à mettre un terme aux expulsions, ainsi qu'en préservant la santé et les droits humains des communautés. Les collectivités territoriales ont également agi en vue de protéger les femmes face à des situations de violence survenues pendant la pandémie, en apportant des réponses sensibles au genre. **Des mesures doivent être prises pour garantir un cadre permettant de reconnaître l'économie informelle, de doter les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations de ressources suffisantes et de reconnaître les initiatives communautaires comme des conditions nécessaires à la mise en place de réponses efficaces à la COVID-19.**

Les gouvernements locaux et régionaux ont été en première ligne pour prévenir le pire de la pandémie et fournir des soins de santé à leurs citoyen·ne·s. C'est pourquoi les évaluations, les plans et les stratégies d'urgence sanitaire élaborés au niveau national doivent accorder une plus grande importance aux villes et aux régions, car c'est là que se trouvent les principales menaces et opportunités. La représentation et la participation adéquates des gouvernements locaux et régionaux et des communautés locales doivent être garanties dans l'élaboration des politiques de santé. Il faut s'attacher à impliquer (et pas seulement à mobiliser) les communautés, en particulier celles qui sont le plus exposées, par exemple par le biais de mécanismes de gouvernance participative.

Tout au long de cette crise, nous nous sommes rendu·e·s à l'évidence de l'importance de la technologie pour protéger et sauvegarder le fonctionnement des services. L'enseignement à domicile, le télétravail et la télé médecine font désormais partie de notre vie quotidienne. Le rôle de toutes les parties prenantes est désormais de veiller à ce que les communautés soient à la pointe de la technologie en réduisant la fracture numérique et en s'assurant que toutes les communautés soient à même de déterminer la manière dont nous utilisons la technologie. La protection des droits numériques de nos communautés est également essentielle, notamment en ce qui concerne la vie privée, la liberté d'expression et la démocratie.

Les villes et les régions sont des centres de créativité et d'innovation. Nous devons reconnaître le rôle que la culture a joué au plus fort de la pandémie, en tant qu'outil fondamental pour élargir les

libertés des personnes, construire un tissu social solide et réduire les écarts économiques pour contribuer à la réalisation du développement urbain durable.

Alors que la relance se profile, il est important de renforcer la structure des services de base et, en particulier, de garantir des soins de santé universels dans le monde entier. En outre, nous devons honorer l'engagement de faire des vaccins un bien public mondial grâce à une collaboration étroite entre les secteurs public et privé, et de les distribuer équitablement aux populations du monde entier. Nous devons nous engager à ne pas imposer de restrictions à l'exportation des vaccins et à libérer les brevets, car l'accès inéquitable aux vaccins creuse le fossé entre le Nord et le Sud de la planète, et met en péril le principe de ne laisser personne pour compte.

Il est essentiel que les villes trouvent des moyens de soutenir l'activité culturelle et de protéger les secteurs, acteurs et actrices de la culture, ainsi que la création et la production culturelles, afin qu'ils puissent traverser la crise et reprendre leurs activités après celle-ci. Le secteur du tourisme devra être redéfini par les communautés et les autorités locales et régionales, en tant que pilier fondamental de la promotion de la diversité culturelle, de la fraternité et du patrimoine, tout en garantissant des emplois décents et en favorisant l'innovation et le développement durable, dans le respect des obligations qui incombent aux différentes générations.

Le moment est venu de réévaluer les modalités de soutien aux systèmes de prestation de services afin de garantir leur viabilité après la pandémie, de s'attaquer aux inégalités croissantes que la pandémie a exacerbées en considérant que la protection des plus vulnérables, le renforcement de l'accès aux services de santé et de leur protection, la numérisation, la protection et la promotion de la culture sont les clés d'une reprise équitable. Les services essentiels devront être redéfinis en vue de l'avènement d'une société de « soins », où la solidarité et la citoyenneté active et informée sont le gage de sécurité pour toutes et tous.

Le groupe majeur des « Autorités locales » lance un appel pour :

- ▶ **Le maintien et la pérennité de la fourniture de services publics locaux pour assurer la protection de nos communautés**, qui ne peut se faire que par le biais d'une coopération décentralisée renforcée et d'un système multilatéral renouvelé et plus inclusif.
- ▶ Promouvoir des modèles de gouvernance innovants de fourniture de services publics adaptés aux réalités urbaines et métropolitaines, qui répondent à la fois aux besoins en matière d'infrastructures mais aussi aux critères de durabilité économique et sociale.
- ▶ **Renforcer les services de santé et notre capacité à garantir la vaccination pour toutes et tous** en renforçant la structure de gouvernance multipartite des systèmes internationaux pour permettre à toutes les sphères de gouvernement et à toutes les parties prenantes de répondre aux urgences.
- ▶ **Aborder les agendas de développement comme un tout et souligner la nécessité de les renforcer par la fourniture de services locaux**, sous l'impulsion de gouvernements locaux et régionaux solides et de leurs associations, proches des communautés qu'ils servent, et en collaboration avec leurs homologues du monde entier par le biais de la coopération décentralisée.
- ▶ **Le soutien ininterrompu de tous les échelons de gouvernement en faveur de la protection de la santé et des droits humains** pour toutes et tous, en particulier pour les groupes les plus vulnérables de la population, ainsi que la durabilité et la résilience de l'environnement dans son ensemble.



Renforcer la gouvernance multinationale et les capacités des gouvernements locaux et régionaux

Le collectif des gouvernements locaux et régionaux est convaincu que l'Agenda 2030 constitue un cadre de travail pertinent non seulement pour la transformation exigée suite à la COVID-19, mais aussi pour assurer une reprise équitable et inclusive. Nous sommes également conscient-e-s qu'aucune sphère de gouvernement ou partie prenante ne peut réaliser seule les agendas mondiaux.

Les gouvernements locaux et régionaux entendent contribuer à la mise en place d'un système multilatéral qui mette davantage l'accent sur les biens communs et le rôle que les services publics doivent jouer dans le développement pour atteindre les objectifs mondiaux. Il convient de reconnaître le potentiel de transformation et de mobilisation de la coopération décentralisée dans la sensibilisation aux objectifs communs et le renforcement des capacités au niveau local pour atteindre les objectifs mondiaux.

Cette année et en vue de la réunion de haut niveau des Nations unies sur l'examen de la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain, notre collectif apporte la preuve que les liens entre le Nouvel Agenda urbain et les Objectifs de développement durable (ODD) sont indéfectibles. Le potentiel d'accélération du Nouvel Agenda urbain est essentiel pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, ancré dans les priorités locales et régionales.

Le Nouvel Agenda urbain est une composante clé de la territorialisation de la relance. Pour la plupart des pays du monde, la priorité est désormais d'étendre les systèmes de santé, d'alimentation et de services au-delà des zones métropolitaines. La symbiose entre le monde urbain et le monde rural permettra d'orienter les investissements et les politiques à venir dans le monde entier. Elle figure également à l'ordre du jour des économies les plus puissantes de la planète, réunies au sein du G20, ce dernier mettant l'accent sur les villes intermédiaires.

Nous plaidons en faveur d'un Forum politique de haut niveau renouvelé et inclusif **qui institutionnalise le dialogue avec les gouvernements locaux et régionaux et les parties prenantes comme moyen de mettre en place un système multilatéral basé sur des mécanismes d'appropriation, de co-création et de partenariat incluant tous les acteurs dans la prise de décisions.** Un système fondé sur l'égalité qui engage pleinement les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations, et qui est à même de garantir des services de base et des soins de santé universels, alimentés par une perspective verte et durable, en utilisant les technologies disponibles les plus adaptées, qui contribuent à la création d'un continuum urbain-rural enrichi par la coopération entre pairs et dirigé par des institutions inclusives responsables à tous les échelons. Une localisation efficace nécessite un nouveau multilatéralisme, avec au cœur la démocratie locale et la localisation, et une autonomie locale renforcée. Le dialogue entre toutes les sphères de gouvernement doit être une réalité pour garantir que les besoins des communautés soient pris en compte dans la nouvelle normalité.

Pour s'assurer que les besoins des communautés sont correctement pris en compte et que la prestation de services publics locaux continue de protéger les citoyen-ne-s et nos biens communs, nous devons veiller à ce qu'un changement de paradigme financier soit effectué afin de permettre aux gouvernements locaux et régionaux d'accéder à des ressources financières indispensables et en quantité suffisante pour réaliser pleinement les agendas mondiaux. **Pour que cela soit possible, la décentralisation territoriale et fiscale et, là où c'est nécessaire, les réformes de l'administration publique, doivent aller de pair avec la mise en place de mécanismes permettant aux collectivités territoriales de financer leurs propres besoins et aspirations.**

La localisation du financement et de l'investissement doit être une ambition commune et les efforts de toutes les parties prenantes à tous les échelons de gouvernement doivent être axés sur des cadres renouvelés de dialogue, de consultation et de coopération.

Le groupe majeur des « Autorités locales » plaide pour que :

- ▶ **Le Nouvel Agenda urbain fasse partie intégrante de notre réponse dans la relance face à la COVID-19 en raison de son potentiel d'accélération de la réalisation des objectifs mondiaux.**
- ▶ **Un système de gouvernance multilatérale renforcé** donnant la priorité à une approche de toute la société et à une collaboration multipartite, et reconnaissant l'écosystème des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations.
- ▶ **Le renforcement de cadres financiers innovants et efficaces** et la réalisation des réformes nécessaires pour renforcer les ressources des gouvernements locaux et régionaux et leur accès au financement afin de mener à bien une prestation de services efficace pendant et après la pandémie et d'assurer la mise en œuvre complète des agendas de développement universels.



Engagement en faveur de la localisation des agendas universels de développement et de la promotion des examens locaux volontaires (VLR) et examens infranationaux volontaires (VSR)

Les gouvernements locaux et régionaux et leurs réseaux ouvrent la voie au mouvement mondial de « localisation » des agendas universels - un témoignage de notre soutien à la cohésion territoriale et à la volonté de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte. Ce n'est que grâce à des mécanismes de coordination efficaces et à la création de synergies et de liens entre les institutions que nous pourrions transformer ces engagements en actions.

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030, l'implication des gouvernements locaux et régionaux dans les processus de suivi et d'établissement de rapports a connu une évolution. En 2020, dans 55 % des pays, les gouvernements locaux et régionaux ont été invités à contribuer ou ont été associés aux consultations sur la présentation des rapports. Les processus sont de plus en plus participatifs et multipartites, ce qui signifie que la localisation gagne du terrain, bien que de façon irrégulière. Si l'on veut atteindre les ODD, il est essentiel d'assurer l'implication des gouvernements locaux et régionaux dans les processus de production d'examen nationaux volontaires et de disposer de données locales, régionales et ventilées par genre. Ces éléments doivent être considérés comme des pistes de révision des politiques afin de créer plus de dynamique et d'appropriation des objectifs.

Nous appelons à ce que ce processus se renforce dans toutes les régions en révisant les stratégies de mobilisation et d'implication des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations dans les processus de production d'examen nationaux volontaires, et en **promouvant le développement d'examen locaux volontaires (VLR) et d'examen infranationaux volontaires (VSR)** (processus de production de rapports à l'échelle nationale, partant de la base, sur l'état de la localisation des ODD et de l'Agenda 2030 pour le développement durable dans un pays spécifique) **en tant qu'opportunités de consolidation des politiques qui font partie intégrante de la promotion de l'appropriation et de la réalisation des objectifs**, promues par les associations de gouvernements locaux et régionaux avec les contributions de toutes les collectivités territoriales.

Il est essentiel de favoriser le développement des examens locaux volontaires et des examens infranationaux volontaires pour susciter une transformation partant de la base et accélérer la mise en œuvre des ODD. Les VLR et les VSR sont plus qu'un simple outil de suivi et d'évaluation : ils incarnent l'engagement des gouvernements locaux et régionaux, et de leurs associations, à prendre en charge les agendas universels au niveau de l'ensemble du gouvernement et de la société. En outre, ils servent d'outil d'apprentissage et de formation pour les fonctionnaires, de mécanisme de transparence et de responsabilité pour promouvoir une participation accrue des citoyen-ne-s, et de levier pour renforcer l'appropriation commune des objectifs mondiaux.

Le groupe majeur des « Autorités locales » lance un appel pour :

- ▶ **Le renforcement de l'implication locale et régionale** dans les processus de suivi et de rapport des agendas mondiaux, afin de garantir que la transformation nécessaire réponde aux demandes des communautés.
- ▶ **Le développement de mécanismes de gouvernance innovants**, pour institutionnaliser le dialogue entre les gouvernements locaux et régionaux et toutes les parties prenantes, avec le soutien des associations de collectivités, pour ne pas délaissier la gouvernance locale.
- ▶ **La pleine reconnaissance des processus de suivi et d'établissement de rapports tels que les VLR et VSR dans les délibérations officielles du Forum politique de haut niveau.**



Conclusions

Afin de s'assurer que toutes les personnes soient prises en charge de manière égale, pour garantir une reprise durable, nous avons besoin d'un système multilatéral axé sur l'égalité, qui engage pleinement les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations, afin de fournir des services de base et des soins de santé universels, menés par une vision verte et durable. Les agendas universels de développement, qui constituent le cadre d'un monde durable, restent pertinents pour transformer notre planète, mais ils ne se concrétiseront qu'à travers un environnement favorable aux gouvernements locaux et régionaux.

L'examen du Nouvel Agenda urbain, l'engagement de l'ONU en faveur d'un multilatéralisme renouvelé et le prochain Forum politique de haut niveau sont des étapes clés pour co-crée la prochaine génération de multilatéralisme, avec la démocratie locale et la gouvernance territoriale au cœur, en co-créeant des politiques avec la participation de nos communautés.

Le changement structurel que nous appelons de nos vœux nécessite un système multilatéral plus inclusif et en réseau. Ce système doit inclure des mécanismes de co-création et de partenariat incluant toutes les parties prenantes et permettre la répartition des responsabilités et des compétences dans toutes les sphères du gouvernement.

Nous appelons à un système dans lequel les gouvernements locaux et régionaux soient pleinement engagés en occupant un siège permanent aux tables de décisions représentant les populations qu'ils servent, et à une communauté internationale forte et un système des Nations Unies rénové qui reflète le contexte actuel, incluant les gouvernements locaux et régionaux à tous les stades des processus de décisions.

Nous réitérons l'engagement de notre collectif organisé en faveur de la localisation de tous les agendas universels de développement, ainsi qu'en faveur de la promotion du développement d'examen locaux et infranationaux volontaires, avec des contributions de tous les gouvernements locaux et régionaux présents sur un territoire.

**GLOBAL
TASKFORCE**
DE GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX

